

## COMMUNIQUÉ

Le 25 juin 2021

## La surveillance et les pratiques administratives de Main Street Project sont faibles, indique le vérificateur général

WINNIPEG – Le vérificateur général du Manitoba Tyson Shtykalo a constaté que certaines allégations d'irrégularités financières passées au Main Street Project étaient fondées. Cette conclusion figure dans un nouveau rapport publié aujourd'hui sous le titre *Enquête sur Main Street Project*.

« Main Street Project joue un rôle important dans notre communauté », explique M. Shtykalo. « J'espère que les douze recommandations formulées dans le présent rapport aideront à améliorer le rendement de l'organisme, de manière à ce qu'il puisse continuer de se centrer sur l'aide aux personnes dans le besoin. »

L'examen judiciaire découle d'une demande présentée par le ministre des Finances pour que soient étudiées des allégations d'irrégularités financières au sein de cet organisme à but non lucratif, dont la majeure partie du financement provient de la Province. La demande d'audit spécial avait été déposée devant le vérificateur général en vertu de l'article 16 de la Loi sur le vérificateur général.

L'enquête a confirmé la véracité de plusieurs des allégations : l'utilisation des cartes de crédit n'était pas conforme à la politique en vigueur, des demandes inappropriées de paiement de frais de déplacement avaient été faites et l'ancien directeur général avait présenté des notes de frais à deux organismes bailleurs de fonds pour les mêmes coûts. Les autres allégations étaient partiellement fondées ou non fondées.

Notre audit a constaté qu'une surveillance insuffisante de l'ancien directeur général par le conseil d'administration et la faiblesse des politiques et pratiques administratives créaient un milieu de travail propice à de tels incidents. De plus, le conseil d'administration n'avait pas fait preuve d'une diligence raisonnable suffisante avant de pourvoir le poste de directeur général. Nous avons également constaté que certaines des recommandations faites par l'Office régional de la santé de Winnipeg dans un rapport d'audit interne de 2013 n'avaient pas été mises en œuvre.

« J'estime qu'un grand nombre de nos recommandations pourraient également être bénéfiques à d'autres organismes gouvernementaux sans but lucratif », explique M. Shtykalo. « Les recommandations liées à la surveillance du directeur général, aux pratiques du conseil d'administration et à d'autres politiques administratives sont des considérations importantes pour améliorer la surveillance et le rendement de tout organisme sans but lucratif. »

Pour consulter le rapport, veuillez vous rendre à la page www.oag.mb.ca/fr/rapports-daudit/.

## À PROPOS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU MANITOBA

Le vérificateur général est un haut fonctionnaire de l'Assemblée législative chargé de fournir des garanties et des conseils indépendants aux députés. Au moyen de ses audits, le Bureau du vérificateur général s'efforce de déterminer des moyens d'améliorer le fonctionnement du gouvernement ainsi que la gestion de la performance et la communication à l'égard de cette dernière. Pour plus de renseignements, visitez le site <a href="https://www.oag.mb.ca/fr/">https://www.oag.mb.ca/fr/</a>.

## Renseignements:

Frank Landry, gestionnaire des communications 204.792.9145

frank. landry@oag.mb.ca